

Pierre Dockès

---

# Le Capitalisme et ses rythmes,

quatre siècles en perspective

Tome II – volume I

Splendeurs et misère de la croissance

PARIS  
CLASSIQUES GARNIER  
2019

## II

La décennie qui a suivi la grande récession de 2008 est surprenante. Après la sortie de crise, le monde a connu une phase d'expansion qui s'avère particulièrement longue, mais étonnamment molle et cela malgré des taux d'intérêt nuls et l'exceptionnelle longévité des politiques monétaires accommodantes. Le taux de croissance de la productivité globale des facteurs avait commencé à baisser par paliers bien avant la crise dans les pays avancés, mais il y avait eu un rebond dans les pays émergents au cours des années 2000. Après la crise, la panne de croissance de la productivité s'est encore aggravée, et cette fois y compris dans les pays émergents. Avant la crise, la productivité globale des facteurs des pays avancés augmentait au taux de 1 % par an ; après la crise, ce taux est tombé à 0,3 % (avec un petit rebond en 2016 et 2017). Pour les pays émergents et en développement, c'est encore plus impressionnant : il était de 2,8 % et est tombé à 1,3 %, avec là aussi un rebond récent rapidement retombé. Non seulement la troisième révolution industrielle n'a pas eu les effets que l'on pouvait escompter sur la croissance de la productivité, mais même celle-ci a ralenti au cours de la décennie 2010 : sa nouvelle phase, celle que l'on nomme souvent la quatrième révolution industrielle, celle de l'intelligence artificielle et des robots, n'a pas d'effets sur les statistiques de la productivité.

Si la productivité n'augmente presque plus, les salaires augmentent encore moins et cela aussi bien dans les pays avancés que dans ceux qui le sont moins. Ce phénomène, déjà présent avant la crise, s'est encore accentué. Dès lors, la part du travail dans la valeur ajoutée a encore baissé. Les profits sont élevés, croissants, surtout dans les grandes entreprises transnationales. Les marchés financiers et plus généralement les marchés d'actifs ont retrouvé, et dépassé dans les pays développés, les niveaux d'avant la crise. Malgré cela, les investissements productifs n'augmentent pas, d'où la lenteur de l'incorporation des nouvelles technologies dans les biens d'équipement. Ce qui explique en grande partie la faiblesse de la croissance de la productivité. Même dans les pays où le taux de chômage est devenu faible, voire qui sont en quasi-plein-emploi, il n'y a pas de tension à la hausse sur les salaires. Rien d'étonnant dès lors s'il n'y a pas d'inflation malgré des taux d'intérêt très faibles ou nuls. Seules les rémunérations les plus élevées augmentent, et

## INTRODUCTION

fortement dans les échelons les plus hauts. La croissance des hauts salaires, des profits et des dividendes (auxquels s'ajoutent les rachats d'actions par les entreprises et les stock-options) explique que les inégalités continuent de croître à l'échelle mondiale, et particulièrement aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Chine comme dans la plupart des pays émergents. Les inégalités sont tolérables lorsque tout le monde progresse, les uns plus vite que les autres. Elles deviennent insupportables lorsque les uns progressent fortement et que les autres, soit l'immense majorité, n'avance pas ou recule – ce qui laisse suggérer que les gains des uns se font au détriment des autres – et lorsqu'aux inégalités s'ajoutent la montée du taux de pauvreté dans les pays où « l'État social » régresse, la précarisation dans tous ceux qui connaissent un démantèlement des protections des travailleurs.

Dans une telle situation, le libre-échange des biens, le déplacement des flux de capitaux, les flux migratoires même fortement contraints peuvent apparaître comme dévastateurs, surtout aux catégories populaires, et particulièrement le dernier phénomène. La question sociale et la question nationale (comme on disait au XIX<sup>e</sup> siècle) ont partie liée. La réforme sociale – et l'augmentation des salaires – suppose un certain degré de régulation des flux – pas mal de sable dans les rouages des marchés mondiaux – et une forme ou une autre de coordination mondiale. Surtout, lorsque la seconde question impose ses solutions à la première, il y a danger de dérive nationaliste avec ses conséquences politiques et économiques habituelles. À ces questions traditionnelles, se surajoute aujourd'hui celle de l'exploitation de la planète, de l'épuisement de ses ressources, de la rapide détérioration de ses conditions climatiques. Une question dont la résolution supposerait à la fois une forte coopération à l'échelle mondiale et des actions collectives à des niveaux locaux.

Le processus de mondialisation a affaibli la nation, abaissé ses frontières. L'État s'est trouvé en porte à faux. Son territoire est celui de la nation (de l'État-nation), mais l'espace économique pertinent est transnational. La politique économique a non seulement perdu une part importante de son efficacité, mais elle s'est retournée en une politique mercantiliste axée sur la compression des coûts salariaux. Le plein-emploi n'est plus l'objectif et le chômage est même un moyen de peser sur les salaires. L'ouverture des frontières, l'affaiblissement de la nation, le retournement de la politique des États ont produit une demande d'État (au risque de l'autoritarisme) et de nation (au risque du nationalisme). Mais les

sociétés réagissent de façon désordonnée et dangereuse. Le retour aux frontières nationales apparaissant protecteur, les démagogues soufflant sur les braises, particulièrement sur les peurs liées aux migrations, le populisme et le nationalisme sont en plein essor.

La question sociale reste essentielle, même si l'affaiblissement des classes salariales fait qu'elle a perdu en visibilité. Comment ne serait-ce pas le cas avec la stagnation du pouvoir d'achat de l'immense majorité, la croissance des inégalités et de la précarité, le sentiment partagé dans les couches modestes et moyennes que le destin de leurs enfants ne sera pas à la hauteur de celui de leurs parents. La fin de la croyance au progrès social collectif accompagne la diminution des chances d'ascension sociale individuelle. Mais les syndicats sont affaiblis, les travailleurs sérialisés. Sur le terrain idéologique, le communisme a été éliminé moralement et politiquement et le programme de la social-démocratie a dépéri avec la transnationalisation (sans parler de la conversion des partis au social-libéralisme). Si les classes sociales structurent toujours la société, la classe ouvrière a perdu sa cohérence et sa force avec la diminution drastique de la grande industrie dans les pays développés (et le processus est engagé dans les pays émergents), la disparition des grandes usines concentrant des milliers de travailleurs. Le « fer de lance » s'est émoussé, s'il n'a pas été rongé par la rouille (aux États-Unis on parle de la « ceinture rouillée » ou *rust belt* pour désigner la région d'ancienne industrie lourde et manufacturière des Grands lacs et du Midwest). La « question sociale » risque donc d'être dominée par la « question nationale ». Le spectre politique semble se déporter vers la droite autoritaire, populiste et nationaliste alors même que les attentes sociales sont intenses (et les populistes jouent là-dessus). Les formes que pourraient prendre la remise en question du capitalisme libéral sont donc diverses et conflictuelles ; certaines peuvent apparaître pires que le mal qu'elles sont censées corriger. Mais ce qui est sûr, c'est que les signaux de la crise de l'ordre productif né dans les années 1980 se multiplient. Nous vivons la gestation d'un monde nouveau. Comme toujours, les conséquences d'une grande crise comme l'a été celle de 2008 seront majeures. Nos sociétés sont engagées dans un processus schumpétérien de destruction créatrice dont la fin, un nouvel ordre productif, reste indiscernable.

1 Rappelons que la doctrine de la classe ouvrière « fer de lance » du prolétariat (ou de la classe des travailleurs) était un élément essentiel de la stratégie des partis marxistes.

La révolution technologique en cours porte en elle autant d'espoirs que de craintes. Tout dépend comment elle sera mise en œuvre. Le risque majeur est que les firmes géantes qui la gèrent, les GAFAM ou les BAXT chinoises, les capacités de leurs algorithmes et leur mainmise sur les big data n'aboutissent à une société de surveillance [Lorenzi, Berrebi, Dockès, 2019]. « *The time is out of joint* » (*Hamlet*, Acte I, scène 5), littéralement « le temps [ou le monde] est hors de ses gonds », désarticulé, « désajointé<sup>2</sup> ». Livré à lui-même, il n'est pas possible de savoir de quel côté il tombera, mais – comme Hamlet qui maudit ce devoir – c'est à la génération montante qu'il revient de le remettre droit : « *O cursed spite. That ever I was born to set it right ! Nay, come, let's go together.* » [« Destin maudit. Ne suis-je jamais né que pour le redresser ! Eh bien ! Allons ! Partons ensemble ! »].

### III

#### Comment en est-on arrivé là ?

La réalité évolue sous la pression de l'avancée des connaissances et du progrès technique, des forces économiques, des conflits entre les grands intérêts, ceux des nations en rivalité et des classes ou des groupes en conflit. Les conflits impulsent les innovations de toute sorte, scientifiques, technologiques, institutionnelles, ils les configurent. Et les innovations déplacent les conflits, parfois les résolvent. La réalité se modifie aussi par le renouvellement des idées, celui-ci n'étant pas sans liens avec les forces économiques et les intérêts en conflit. Les théories économiques évoluent, se précisent et se perfectionnent ; elles sont aussi conflictuelles, et ces conflits sont une source de leurs progrès. Selon qu'un corps de doctrine l'emporte sur un autre, la réalité en est profondément affectée, étant entendu que les victoires temporaires des idées s'expliquent en partie par l'évolution des faits, les grandes dépressions avec leurs conséquences ravageuses et les belles expansions jouant à cet égard un rôle majeur. En partie seulement, car l'évolution des idées a son autonomie. ~~Hier nous avons vécu~~

2 Cf. [Derrida, 1993] qui souligne l'exceptionnelle diversité au cours des siècles de la traduction et en rappelle quelques unes. Pour lui, *time* représente le monde, l'histoire « hors de ses gonds », et les traductions elles-mêmes en sont désarticulées.